



Communication de la République Centrafricaine à la 38e Session de la Conférence Générale de l'UNESCO

Je voudrais tout d'abord, au nom de la République Centrafricaine, saluer les diverses délégations des pays membres représentés à cette 38 session de la Conférence Générale de l'UNESCO, et je saisis cette occasion pour témoigner toute notre gratitude aux responsables de cette organisation de nous donner l'occasion de prendre la parole.

La **République Centrafricaine** est un pays de 623.000 km², faiblement peuplé avec 5 millions d'habitants environ. Cette population est répartie de façon inégale car la densité est moindre à l'est et dans le nord-est.

Après le coup d'état du 24 mars 2013 suivi par la révolte des Antibalakas à partir du 5 décembre 2014, la nation centrafricaine traverse une crise sans précédent qui a plongé l'Etat dans un marasme profond, au point où la mise en place d'un régime de transition s'est imposée et le soutien de la communauté internationale s'est avéré nécessaire. Ce soutien s'est traduit par l'intervention des forces armées sous la direction de l'Union Africaine d'abord, ensuite des Nations-Unies et de l'Union Européenne (MINUSCA et Eufor).

La guerre civile ayant opposé des factions rebelles rivales dans le pays s'est cristallisée dans une opposition des sujets musulmans et des autochtones. Elle est toujours en cours et a fragilisé une économie qui était déjà à l'agonie depuis les crises militaro-politiques récurrentes qui ont débuté dès les années 1990 :

- 1996 : mutineries à répétition ;
- 2001 à 2003 : crise interne qui s'est terminée par le coup de force du 15 mars 2003, la chute du régime d'Ange Félix PATASSE et la mise en place de la **Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui (MISAB)** transformée en **Mission des Nations-Unies en République Centrafricaine (MINURCA)** puis **Bureau des Nations-Unies pour la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine (BONUCA)** et enfin **Bureau Intégré des Nations-Unies en Centrafrique (BINUCA)**;
- 2003-2013 : émergence et activation progressive de nombreux mouvements de rébellion dans le pays ;
- 2013 à 2015 : coup d'état, guerre civile, rebellions diverses ; intervention de la **Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA)**, sous conduite africaine, remplacée par

la **Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA)** qui travaille de concert avec les Forces françaises de la mission Sangaris et la mission européenne Eufor.

Ce petit rappel montre combien cette crise a été longue et ses conséquences sont fatalement désastreuses. A titre d'illustration :

1. La situation sécuritaire

La majeure partie du territoire est contrôlée par des bandes armées ce qui rend très hypothétique la circulation des hommes et des biens. Le cluster protection estime qu'il y a 2.430.000 personnes en besoin de protection dans le pays.

2. La démocratie est en régression

Les élections peinent à s'organiser à cause du manque de moyens financiers mais surtout à cause de l'insécurité.

3. L'EPT en régression

Les écoles fonctionnent de façon chaotique car les rebondissements de la crise font fuir les élèves et les enseignants. Ainsi, après que la rentrée ait eu lieu le 21 septembre 2015, des fusillades ont éclaté à Bangui à partir du 25 et les écoles peinent à rouvrir.

Des écoles ont été attaquées ou occupées par les groupes armés, certaines ont été brûlées ou ont été transformées en cimetière. Les graves dommages enregistrés sont entre autres, la destructions des infrastructures tant administratives que scolaires, le pillage des mobiliers, des manuels et des archives et des pertes en vies humaines parmi les enseignants et les élèves.

La Commission Nationale pour l'UNESCO n'a pas été épargnée. Elle a été pillée et vandalisée maintes fois. C'est grâce à l'appui de l'UNESCO qu'elle a été en partie réhabilitée.

A ce jour, le défi majeur de notre système éducatif demeure la QUALITE. C'est pourquoi le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique s'est doté du Plan de Transition 2015-2017 en vue de relever cet important défi. Ainsi, la RCA entend s'inscrire dans la nouvelle vision qui trouve sa pleine expression dans l'Objectif du Développement Durable N°4 prôné par le Forum Mondial sur l'éducation post 2015, à savoir « **Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité, et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous** ».

4. Les réserves de biosphère

Il est difficile d'effectuer des missions de contrôle dans les réserves à cause de l'insécurité, surtout dans la réserve de Manovo-Gounda Saint-Floris située dans le nord, d'où est partie l'ex-rébellion SELEKA.

5. La situation sanitaire

Les soins sont assurés en majorité par les humanitaires qui, malheureusement, ont parfois été victimes de pillages et d'agression.

6. La sécurité alimentaire

Les villageois étant en majorité des déplacés internes, les cultures n'ont pas pu se faire correctement depuis deux ans. De plus, les réserves de semences ont parfois été brûlées.

La Directrice Générale de l'UNESCO, sensible à la situation difficile que traverse cette nation a bien voulu effectuer une visite en République Centrafricaine du 14 au 15 décembre 2014, visite au cours de laquelle elle a pris la mesure réelle des effets dévastateurs de la crise et s'est engagée à contribuer aux efforts déployés par le Gouvernement centrafricain en vue du retour de la paix et pour la reconstruction nationale.

En conséquence et compte tenu de ce qui précède, la **République Centrafricaine** souhaite demander à l'UNESCO de bien vouloir l'aider à mettre sur pied un programme intégré en vue de bâtir les défenses de la paix dans l'esprit des centrafricains.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

**Le Ministre de l'Education Nationale et de
l'Enseignement Technique,
Président de la Commission Nationale
Centrafricaine pour l'UNESCO**

Elois ANGUIMATE